

49. bonne foi violée

Bonne foi violée par des fiducies étrangères, la fraude et la non-divulgation

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Nous avons observé à plusieurs reprises la formule ou le modèle qui a été utilisé par les sociétés d'État municipales et britanniques incriminées pour prendre subrepticement des pays entiers.

Cette même formule ou modèle a été utilisée avec de petites variations pour prendre le contrôle de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de l'Inde, des pays du Commonwealth, de la plupart des pays d'Europe occidentale, du Japon et de la Corée du Sud ainsi que de nombreux autres pays touchés et influencés par celle-ci.

Le modèle appelle à la prise de contrôle des gouvernements nationaux légaux par leurs propres gouvernements "territoriaux" associés, de sorte que s'il est même remarqué, le putsch militaire est supposé faire partie des fonctions normales du gouvernement légitime en temps de guerre, ou comme ils l'ont mal caractérisé dans notre cas, lors d'une sorte d "'urgence nationale".

Puis, en l'absence de toute guerre ou urgence nationale réelle ou de toute autre excuse logique que ce soit, ces forces territoriales restent ancrées, occupant des terres qui ne leur appartiennent pas, augmentant les coûts de leurs services inutiles et indésirables et racket contre leurs véritables employeurs.

Le gouvernement territorial fourni par l'armée agissant sous contrat assume alors le commandement et le contrôle et affirme un "intérêt de garde protecteur" dans la population et les biens du pays; en utilisant cela comme leur trame de fond, ils commencent la confiscation illégale des biens publics et des ressources naturelles et des biens privés des victimes de cette ruse mercenaire.

Quelle «nation» avait une «urgence nationale» ou était engagée dans une «guerre» quelconque, ne devient claire qu'en tenant compte des citoyens étrangers ou nationaux impliqués, bien que cela ne soit pas déclaré et non divulgué, la plupart des gens supposent naturellement, par exemple, que son «Amérique» est en difficulté, en faillite, etc., lorsqu'il s'agit de la «citoyenneté» de la Municipal Corporation constituée et de la British Crown Corporation.

Regardons la fameuse faillite de 1930 des sociétés municipales de l'époque présidée par Franklin Delano Roosevelt et signée par lui en tant que représentant américain aux Conventions de Genève en mai 1930, puis, plus tard, lorsqu'il a continué en tant qu'administrateur de la faillite municipale en tant que "président" des États-Unis (municipaux).

C'est, vraisemblablement, lorsque la ville de Washington, DC a été vendue aux intérêts de la ville intérieure de Londres, qui ont ensuite chargé le Congrès territorial d'exercer frauduleusement les pouvoirs pléniers qui ne leur ont jamais été confiés --- mais étaient plutôt destinés à être exercés par l'Américain Sous-traitant fédéral à différentes fins --- pour en créer une cité-État internationale indépendante.

Il y a de nombreux problèmes avec toute cette perspective, et pas seulement le fait que ceux qui l'engagent n'avaient aucune autorité ou participation autorisée leur permettant de prendre les mesures.

La ville de Washington, DC, existait pour servir de capitale neutre et distincte pour les sous-traitants fédéraux et a reçu ses permis d'utilisation des terres en vertu de ces termes et conditions des gouvernements des États du Maryland et de la Virginie. Une fois que ces permis d'utilisation ont été violés par les actions du Congrès territorial et de la cité-État internationale indépendante agissant en tant que gouvernement complètement étranger, séparé et non autorisé sur nos côtes, tout le but de la subvention a été sapé et retourné à nos États-nations.

La cité-État internationale indépendante de Washington, DC, n'a pas de terrain et n'est pas autorisée et est assise sur notre propriété non consensuellement en tant que Squatter, qui a acheté une propriété qui n'appartenait pas aux vendeurs. Tout cela nous appartient, ainsi qu'à nos États-nations, et même la raison pour laquelle il aurait été vendu est frauduleuse --- il a été vendu pour payer les dettes que la municipalité Sous-traitants de sociétés engagés à la suite de la Première Guerre mondiale.

Ce n'était pas une dette que nous avons autorisée ni aucune dette qui était couverte par un contrat réel que nous avons avec les sociétés municipales, mais elles nous ont mal appliqué les charges et contre nos actifs de mauvaise foi, et ont manipulé des choses afin qu'elles conservent le contrôle et le bénéfice de la partie profit de cette sale affaire pour eux-mêmes, en la déposant dans des "fiducies publiques" et les fonds de pension et les fonds d'investissement qu'ils contrôlaient ensuite "pour" nous, dans notre "absence".

En plus de tous les autres stratagèmes de fraude, nous verrons que cette pratique de vente de choses qu'ils ne possèdent pas est un modèle qui se répète, comme le Congrès territorial - qui fonctionne frauduleusement en tant que Congrès municipal, propose également de vendre ou échanger nos biens à des investisseurs étrangers pour payer leurs dettes, généralement des dettes n'ayant rien à voir avec nos contrats avec eux.

Ainsi, les investisseurs saoudiens sont en colère de ne pas avoir de participation réelle sur nos routes, et les investisseurs chinois sont en colère que non, ils ne possèdent pas réellement le port de Long Beach, en Californie, et tout cela est le résultat d'une activité criminelle et le racket de

confiance retiré par les employés de la Municipal et de la British Crown Corporation --- tous faisant semblant de nous représenter --- quand ils ne le font pas.

Ce serait comme un chauffeur qui vend la participation dans la voiture de son employeur, alors qu'il n'y a évidemment aucune participation. Il semble seulement s'y intéresser, car il a été autorisé à le conduire à certaines fins. Au lieu d'opérer de bonne foi, le chauffeur se livre à la fraude et au racket contre son employeur et contre le potentiel acheteurs de voitures, pareils.

Ces activités et plus comme elles ont terni le bon nom des États-Unis d'Amérique dans les affaires et nui à d'autres relations également, et cette blessure nous a été faite aux mains d'employés de la Municipal et de la British Crown Corporation, qui ont agi de mauvaise foi et d'ouverture de la violation de la confiance contre nous, contre le droit public de ce pays et contre la décence commune, aussi.

Dans notre cas, nos contrats avec ces organisations et leurs directeurs sont écrits en noir et blanc, publiés dans le monde entier, il n'y a donc aucune excuse pour supposer que nos sous-traitants fédéraux ou leurs employés ont été investis de pouvoirs plus, différents ou étendus ou que ils ont été autorisés à agir à quelque titre de garde légitime sur nous ou nos actifs.

Leurs urgences sans fin, comme leurs faillites frauduleuses sans fin et leurs guerres mercenaires intéressées, n'ont rien à voir avec nous ou nos actifs, sauf que ces Bounders ont été contractuellement obligés de venir à notre secours en haute mer et dans les eaux intérieures navigables tout le temps, et a également obligé de nous fournir un service postal.

Les sociétés d'État municipales et britanniques incriminées hébergées dans le district de Columbia, leurs franchises, y compris les franchises d'État et leurs sous-traitants appartenant à des agences, sont confisquées et saisies pour leurs crimes et leurs violations contractuelles, leur abus de confiance et leur mauvaise foi en ce dimanche de Pâques 2023.

Nous avons subi une violation flagrante de la confiance, une violation de contrats de services commerciaux bien établis (Constitutions), une conversion illégale, une fausse déclaration délibérée, une non-divulcation, un racket armé, ce qui semble être des "tribunaux" publics exploités en tant que tribunaux administratifs privés sous la couleur de la loi, et à travers tout cela, nous avons souffert de fraude et de mauvaise foi de la part de nos employés mal dirigés de la Municipal Corporation et de la British Crown Corporation.

Nous souhaitons que ces deux ensembles de sociétés qui sont les excroissances modernes de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales et de la British East India Company, tous deux, soient définitivement fermés. Tout au long de leur histoire, des Enclosure Acts et des Bottomry Bonds Scandals à nos jours, ces intérêts commerciaux se sont servis aux dépens de leurs clients, employeurs et grand public.

Ils ont promu la guerre pour le profit, le racket à la maison exercé sous la couleur du droit, les tribunaux bidons, les délits graves et tout type de fraude commerciale possible connu de l'homme, y compris la fraude à l'assurance.

L'assurance, qui est un jeu légalisé, et ne devrait pas être tolérée par une société morale, et la fraude à l'assurance, vont de pair.

La première grande promotion de la fraude, à l'exception des lois sur la saisie et des abus autorisés en vertu de la loi Cestui Que Vie de 1666, fut le scandale des obligations de fond de 1702, qui impliqua une fraude à l'assurance dans la juridiction de la mer.

Rien n'a changé depuis plus de 300 ans avec ces sociétés d'État municipales et britanniques, sauf qu'elles sont maintenant organisées en tant qu'entités constituées et sont soumises aux traités et accords qui permettent leur existence.

Notre situation actuelle concerne également la fraude à l'assurance et les mêmes récidivistes. Décrivons le scandale des obligations de fonderie: des navires inexistants ont été nommés et créés sur papier par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales enregistrée en Grande-Bretagne et agissant en tant que vendeur public civil desservant la flotte britannique; ces navires imaginaires étaient chargés de cargaisons tout aussi fictives, et toute cette flotte fictive était assurée par des obligations publiques, puis ces navires et cargaisons ont disparu --- sur papier, et ils étaient tous présumés "perdus en mer".

Des réclamations d'assurance privée ont été faites et payées, des frais de récupération liés à la flotte manquante ont été réclamés et payés, le grand public britannique a été menti, de fausses funérailles pour les marins disparus ont eu lieu, puis --- le gros gain pour les Schemers, encaissant les obligations publiques contre les deniers publics, payer l'intérêt public inexistant pour la flotte perdue et sa cargaison.

C'est ce qui a conduit à la disparition de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, le plus grand expéditeur commercial au monde à l'époque, et a été la raison de sa réinstallation précipitée à New York.

Quels sont les éléments communs à notre situation actuelle?

Premièrement, il y a eu des abus de la part d'un vendeur de service public incorporé pour promouvoir une fraude contre leurs employeurs, l'Amirauté britannique et, finalement, le public britannique --- sauf, cependant, que c'est le public américain qui a ciblé cette fois-ci.

Deuxièmement, il y avait un intérêt public présumé qui a été utilisé pour justifier le cautionnement public souscrivant le «bottomry» - l'intégrité du navire et de la cargaison en danger.

Troisièmement, la fraude était fondée sur l'existence de navires et de cargaisons fictifs, qui "ont disparu" --- des livres de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, en tant que navires perdus et abandonnés.

Quatrièmement, cette fraude a généré beaucoup d'argent pour les employés individuels qui ont assuré en privé leurs propres cargaisons à bord de la flotte inexistante, ainsi que pour la Compagnie néerlandaise des Indes orientales en tant qu'entrepreneur assuré par l'État, et même pour l'Amirauté, assuré pour la perte de toute sa cargaison.

Tout cela va dire que les «employés publics» individuels travaillant sous contrat privé ont fait de l'argent sur l'arnaque, le «vendeur public» a gagné de l'argent sur ses prétendues pertes, et même le gouvernement territorial représenté par l'Amirauté britannique, a fait une énorme somme d'argent.

Le seul perdant était le grand public qui s'est retrouvé coincé pour le lien d'intérêt public sur toute cette fraude.

Une fraude très similaire a été jouée ici, seulement au lieu de navires et de cargaisons "inexistants", des navires d'un type différent --- des bébés américains mal identifiés comme britanniques territoriaux américains. Les citoyens, tous définis comme les quartiers du monarque britannique, ont remplacé les navires inexistants et leurs biens, y compris leurs domaines "renoncés" en Amérique, ont remplacé les cargaisons.

Ces fictions légales figuraient dans les livres des sous-traitants fédéraux de la British Crown Corporation pendant sept ans, puis ont été déclarées «perdues en mer», un intérêt public présumé dans les domaines et les biens a été créé et cautionné par le sous-traitant fédéral de la Municipal Corporation.

Ces nouveaux domaines non divulgués de Cestui Que Vie ont été appelés sociétés municipales et définis comme citoyens municipaux des États-Unis en vertu de la soi-disant clause de diversité du titre XXVIII du code fédéral, responsables de toutes les dettes et charges qui leur sont adressées.

Lisez cela comme un accès illimité, mais frauduleux, aux actifs américains et à des fins gouvernementales, au crédit américain.

Nous avons donc eu des bébés américains servant de «navires» et leurs domaines servant de «cargos» et c'est encore le scandale des obligations de fond.

Les Américains illégalement convertis se sont mal identifiés comme étant les États-Unis territoriaux britanniques. Les citoyens, puis redéfinis en tant que franchises de la Municipal Corporation, ont été contraints d'émettre des obligations publiques pour payer l'assurance due à l'intérêt public liée aux «navires perdus» et à leurs cargaisons, ainsi que pour payer les sous-traitants de la Couronne municipale et britannique pour tout cela. mauvais service.

Cela n'a jamais pu être fait en Amérique, car notre gouvernement présume aucun intérêt de propriété pour les personnes vivantes, c'est pourquoi les bébés américains ont d'abord dû être illégalement convertis en États-Unis. Citoyens, à la place. Les auteurs ne pouvaient pas nous le faire. Ils ont dû prétendre que nous étions quelqu'un d'autre, soumis à d'autres lois et présomptions légales.

La Compagnie néerlandaise des Indes orientales et ses successeurs de sociétés municipales se sont tous révélés être des entités criminelles, répétant à plusieurs reprises les mêmes stratagèmes de fraude et promouvant les mêmes maux depuis les années 1500.

Les sociétés d'État britanniques ont toujours aidé et encouragé les sociétés municipales --- pour la très bonne raison qu'elles appartiennent aux mêmes personnes et servent finalement les mêmes

intérêts --- sont également des délinquants à long terme.

Ces fictions légales n'ont aucun droit naturel d'exister et aucun droit de causer des problèmes aux personnes vivantes ou à la vie sur cette planète; ils sont spécifiquement tenus de fonctionner "légalement" et pas seulement "légalement" comme condition de leur existence. Ils ont manifestement échoué à cette condition.

De toute évidence, leurs sociétés mères n'ont pas non plus organisé et dirigé correctement leurs opérations.

Le traité d'union et les actes d'union donnant naissance au Royaume-Uni en tant que nouvelle fraction politique appelée "Grande-Bretagne" et l'incorporant en tant que société d'État britannique et plus tard, la création de UK, INC en tant que société municipale, n'a causé que guerre continue, criminalité de toutes sortes et confusion qui a souvent été utilisée pour promouvoir la fraude et la confiscation illégale des droits et avoirs, jusqu'au génocide à but lucratif actuel inclus.

Ces sociétés et d'autres sociétés dites nationales n'ont pas globalement servi les intérêts des nations et des peuples qu'elles ont été créées pour servir; ils ont plutôt opéré en tant que syndicats du crime et ont utilisé leurs «enclaves» mises de côté comme le district de Columbia, et les soi-disant «États-villes internationaux indépendants» semblables à la Cité du Vatican, comme bases pirates.

Les employés de ces sociétés ont agi comme des prédateurs et des parasites sur les personnes qu'ils sont censés servir. Ils ont détourné, volé, réquisitionné et dérobé des biens appartenant à leurs employeurs, miné les gouvernements nationaux et engagé des profits de guerre sans fin au détriment des vivants.

Nous souhaitons que toutes ces sociétés criminelles nous soient liquidées ou confisquées directement, leurs créanciers prioritaires préférentiels, avec leurs avoirs à collecter en notre faveur et à administrer par nous, pour reconstruire le monde, restaurer la biosphère de la planète et émettre des crédits prépayés aux victimes de ce pays et du monde entier.

Nous souhaitons la fin de la criminalité belliqueuse, guerrière et rampante qui a été imposée au monde par ces mêmes sociétés à maintes reprises pendant la majeure partie des cinq siècles.

Nous ne devrions pas avoir à faire face à des répétitions et à des variations de stratagèmes complexes de fraude publique-privée multigénérationnels comme le scandale des obligations de fond ou à objecter (encore) à la tromperie justinienne, qui utilise la corruption du langage comme moyen de frauder et d'obtenir un pouvoir coercitif --- un stratagème de fraude vieux de 1500 ans qui est actuellement repris comme PARSE SYNTAX et qui est soutenu par des contrats avec le Saint-Siège.

S'il était illégal il y a 1500 ans, il est toujours illégal maintenant.

Nous ne devrions pas avoir à nous manifester et à le rappeler à la Cour de chancellerie du Vatican, ni à prouver à chaque tour notre capacité à discerner et à appliquer notre discernement.

Nous savons très bien et en détail comment la domination du monde a été renversée et donnée aux pouvoirs des ténèbres, comment cette astuce de nécromancien a été utilisée pour promouvoir les intérêts des morts sur les intérêts des vivants, afin d'usurper et de frauder les vivants, et comment toute cette fraude a été administrée dans des conditions de fraude et de tromperie, et appliquée sous la couleur de la loi.

Nous avons vu la détermination des Hautes Tribunaux dans l'affaire Yah c. Regina, a observé la preuve qu'Elizabeth II n'a jamais réellement agi comme une forme quelconque de monarque chrétien, n'a jamais siégé au trône d'Angleterre, mais a plutôt siégé à la Chaire des États.

Nous savons également comment "un" président d'une société d'État britannique opéré à partir de Porto Rico a été remplacé par le président de nos États-Unis et toutes les fraudes et vols et fausses déclarations qui ont permis jusqu'à nos jours, lorsque des homologues modernes proposent de "occuper" notre République fédérale américaine et avoir des officiers de la Couronne britannique opérant notre République fédérale "pour" nous et faisant semblant de nous représenter, quand ils ne le font pas --- et quand ils n'ont aucune autorité pour opérer à un tel titre.

Comme notre réclamation devrait le prouver, notre République fédérale n'est pas libérée et n'a jamais été et ne le sera jamais.

Nous souhaitons que tous ces délinquants soient reconnus pour ce qu'ils sont et ce qu'ils ont fait. Nous souhaitons que le Saint-Siège révèle pleinement sa relation commerciale avec le roi Jean à partir de 1215 afin que tout le monde sur Terre ait une bonne vision de la façon exacte dont tout ce plan a été mis en place, comment le surveillant du pape des terres du Commonwealth a été imposé comme " le "Roi d'Angleterre, tout en fonctionnant à la place comme un gouvernement municipal / un employé de l'Empire romain germanique. Nous souhaitons que toute cette saleté, cette tromperie et cette criminalité soient extraites de la racine, de la tige et de la feuille, renoncées et détournées pour toujours.

Nous souhaitons tous ces anciens stratagèmes de fraude conçus pour saisir les actifs et les noms donnés de personnes innocentes, et maintenant, même en essayant de saisir et de changer leur ADN donné par Dieu en un produit commercial appartenant à des titulaires de brevets --- tout cela , nous souhaitons que ces crimes et fausses déclarations soient renoncés et abandonnés, les auteurs punis et les sociétés responsables dissoutes, perdu sous toutes ses formes et juridictions, pour toujours.

Nous souhaitons que le Royaume des mensonges de Satan soit désolé et laissé derrière lui un triste artefact dans de vieux livres, pleinement exposé pour ce qu'il est; nous souhaitons que le Saint-Siège soit libéré de son harcèlement aux morts.

Nous souhaitons vivre en paix, libres de tout et de toute obligation, publique ou privée, de payer les péchés des entreprises ou de répondre autrement pour elles.

Nous souhaitons que tout le monde sur Terre remarque l'Ordre Divin et le mandat du Ciel, que les vivants ne peuvent pas être soumis aux morts.

Nous souhaitons donc que ces sociétés incriminées décèdent et qu'elles et toutes les sociétés comme elles restent dans le passé, ainsi que tous leurs stratagèmes et astuces et entreprises frauduleuses.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

9 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:30 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:30 by Bee